



CLCV Alsace
17, rue Chalindrey
68100 Mulhouse

La CLCV se préoccupe du dossier Stocamine depuis que le projet de créer un stockage de déchets ultimes a été annoncé par les MDPA (Mines Domaniales Des Potasses d'Alsace).

La CLCV concernée par l'avenir de la planète et de ses habitants actuels et futurs, au nom de tous ses militants, forte de ses membres siégeant à la CLIS Stocamine, active au sein du collectif Déstocamine a rédigé ce cahier d'acteur en décembre 2013.

La CLCV fédère un réseau de 400 associations locales et compte 31000 adhérents.

LA CLCV : Consommation, Logement, Cadre de Vie est une association qui défend les intérêts spécifiques des consommateurs et des usagers. Créée en 1952 la CLCV intervient au niveau national et au niveau local sur tout ce qui concerne la défense des consommateurs (agrément 1975), la représentation des locataires (agrément 1982), l'éducation populaire (agrément 1983), la défense de l'environnement (agrément 1990), l'activité éducative complémentaire de l'enseignement public (agrément 1996) et la représentation des usagers du système de santé dans les instances hospitalières ou de santé publique (agrément 2006). Depuis son origine l'action CLCV vise un monde juste et solidaire. C'est à partir des questions des particuliers, témoins des dysfonctionnements de la société que l'association agit. La CLCV privilégie une approche globale citoyenne intégrant toutes les dimensions de la société.

La CLCV apporte sa contribution à la concertation publique portant sur le projet de fermeture de Stocamine en prenant une position ferme :

Ne laissons pas ce poison en héritage !

La CLCV fidèle à ses valeurs.

- **Nous partageons pleinement l'argumentation technique développée par le Collectif Destocamine puisque nous y avons participé.**

Les risques de pollution de la nappe phréatique en cas d'enfouissement définitif des déchets suite à l'inéluctable ennoyage de la mine et la remontée de la saumure polluée vers la surface sont confirmés par trois expertises (DREAL, Rapport Caffet, COFIL). Le bouchage des galeries par des barrages de bentonite permettra uniquement de ralentir l'ensemble du processus de pollution de la nappe.

- **La perspective d'une grave dégradation future de cette précieuse ressource en eau nous est absolument insupportable.**

Dès l'annonce du projet Stocamine, la CLCV s'y est opposée fermement. Nous avons une autre conception de notre engagement citoyen que celle de laisser les générations futures gérer des déchets aussi redoutables, nos déchets ! Pour nous, les faire disparaître de notre vue ne les rendait pas inoffensifs pour autant, bien au contraire. S'en débarrasser aussi aisément revenait à se dispenser de l'effort de recherche d'autres solutions pour les traiter à des fins d'inertage, de recyclage ou de valorisation. Cela réduisait aussi la nécessité de prévenir leur production.

- **A chaque génération de gérer elle-même ses déchets et de ne pas les « oublier » au fond d'un trou, même à 600 mètres sous terre. Sur ce point fondamental nous n'avons pas varié d'un iota.**



Comité d'accueil des premiers déchets en 1999. Photo CLCV.

Manœuvres, désinformation, tergiversations

Dès 1991, un militant de notre association, ancien mineur nous expliquait les raisons techniques qui rendaient ce choix dangereux pour l'avenir et irresponsable. Ses mises en garde se sont une à une révélées exactes une fois l'entreprise mise sur ses rails.

Très tôt nous avons compris que les promesses de réversibilité et de mise en œuvre d'un pôle environnement dédié à la recherche sur les déchets, créateur d'emplois à la pelle, n'étaient qu'autant de leurres pour faire accepter le projet et occulter les risques. La suite, là aussi nous a donné raison. Certains qui s'étaient laissé prendre ont vite déchanté.

Suite aux aléas économiques de l'entreprise, aux nombreux incidents dont certains graves, jusqu'à l'improbable incendie final en 2002, l'arrêt de l'entreprise n'a pas davantage été suivi de réactions rapides et sensées. La CLCV avec d'autres alertait, là aussi, sur l'urgence à mettre en œuvre la procédure de réversibilité prévue par la loi et par l'arrêté d'autorisation. A présent nous voilà bel et bien au pied du mur après 11 ans de non décision.

Au cours de la réunion d'information du 13 juin 2013 à Wittelsheim, en présence des élus et d'une personne déléguée par le ministère de l'environnement, l'expert, Mr M. Buser a démontré tableaux chiffrés à l'appui que le déstockage complet des déchets entreposés à Stocamine était moins complexe, moins onéreux, moins dangereux que les autres stockages qu'il avait eu à traiter précédemment. Pourquoi ne pas l'écouter ?

- **Les choix proposés après ces années de tergiversations ne sont toujours pas les bons. Nous demandons le déstockage total des déchets.**

Les déchets ressources.

Ce même spécialiste du déstockage nous rendait attentifs à ne pas maintenir un site aussi petit alors qu'on pourrait regrouper les déchets ultimes dans un endroit plus propice au stockage en Allemagne, il y existe plusieurs possibilités. Ces sites étant encore en activité le stockage est un remplissage des galeries. La surveillance et le déstockage au fur et à mesure des besoins et des progrès en matière de **recyclage** pourront s'y pratiquer. Nous savons qu'à Herfa - Neurode certains produits stockés ont d'ores et déjà été remontés. Cette mine reçoit les déchets ultimes français depuis l'arrêt de Stocamine et c'était déjà leur destination avant la mise en place du site alsacien de Wittelsheim. Le maintien de l'activité de ces mines allemandes évitera l'oubli par les générations futures qui pourront intervenir en cas de désastre. Pourquoi ce point de vue présenté par 2 experts au sein du COPIL n'a-t-il pas été examiné ? Nous n'acceptons pas le principe de l'enfouissement définitif car, pour tout dire, nous ne croyons pas à une hypothétique surveillance. Le site sera oublié et les générations futures en perdront la trace. Il sera impossible d'y intervenir en cas de catastrophe.

Les ressources de la planète n'étant pas illimitées, laisser accessibles les déchets d'aujourd'hui susceptibles de devenir les matières premières de demain, tient du bon sens.

- **Produire et consommer dans l'optique de préserver les ressources et limiter les déchets est un objectif auquel l'enfouissement définitif ne permet pas de répondre.**

Transparence ? Vous avez dit transparence ?

Depuis l'annonce de la concertation qui sera diligentée par la CNDP, de nombreuses études apparaissent sur le site de concertation. Que n'a-t-on donné toutes ces informations à la CLIS en temps utile ? Le profane constate qu'il y a beaucoup d'incertitudes, de contradictions, dans la caractérisation des déchets notamment, que les experts ne sont pas d'accord entre eux, contestent mutuellement leurs méthodes, voire contredisent les études plus anciennes.

Comment ne pas rappeler que les experts et les promoteurs de ce cimetière chimique se sont beaucoup trompés lors de l'élaboration du projet : arrivée d'eau, convergence des galeries, tenue des terrains, profondeur de creusement, absence de risque d'incendieSerai-ils devenus infaillibles aujourd'hui ?

Comment accorder foi aux calculs théoriques qui minimisent l'impact des contaminants sur la nappe ? Impossible de rétablir la confiance après toutes ces années d'erreurs accumulées.

- Difficile de se sentir rassuré après toutes ces informations contradictoires. Seule l'annonce de la sortie de tous les déchets le permettrait.

Le déstockage total s'impose.

La CLCV demande l'application de la loi qui impose le déstockage. C'est aussi la solution prônée par de nombreux élus responsables en Alsace. Ce travail doit être rapidement mis en œuvre avec toutes les garanties possibles de sécurité pour les travailleurs. Le déstockage total évitera les déplacements inutiles de déchets non destinés à être sortis, il permettra d'acquérir de l'expérience au fur et à mesure de l'avancement des travaux et limitera les coûts puisque les opérations annexes seront évitées.

Rappelons que l'entretien de Stocamine depuis l'arrêt de l'entreposage des déchets a déjà coûté cher au contribuable. N'oublions pas que l'entreprise Séché à l'origine de l'incendie s'est retirée sur la pointe des pieds sans être inquiétée.

Les scénarios de déstockage partiel laissent en place des produits toxiques dont plus ou moins de mercure et autres métaux lourds, ce que nous ne pouvons laisser faire.



REMISE DES SIGNATURES LORS DE LA CLIS DE JUILLET 2012. Photo CLCV.

Conclusion.

- Avec le Collectif Destocamine la CLCV demande un droit de regard de la CLIS sur les travaux de déstockage. Les appels d'offre, la sécurité et le budget aussi doivent être transparents.

L'obligation de limiter les risques dus à nos déchets doit servir d'aiguillon à la recherche d'alternatives durables. C'est pourquoi nous ne voulons pas des solutions d'enfouissement définitif qui permettent de s'en dédouaner.

La CLCV craint que les jeux ne soient faits et que la CNDP ne soit là que pour faire accepter les solutions préconisées par le maître d'ouvrage.

La CLCV aura par cette contribution fait valoir son point de vue et expliqué son refus absolu de

confinement et son exigence de déstockage total. Nous menons ce combat au nom des générations futures.
Est-il utopique ?

➤ « L'utopie ou la mort » disait déjà René Dumont en 1973.